MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

Depuis maintenant 10 ans, le pilotage de l'action publique est guidé par une logique purement comptable, imposée par les politiques d'austérité dont la LOLF est un outil majeur. Que la réforme s'appelle RGPP, MAP ou RéATE, seule compte depuis la rationalisation des coûts. Oubliés les besoins de service public, il faut juguler la dépense.

Cette logique d'un contrôle de gestion hors sol conduit à faire de la masse salariale la principale variable d'ajustement. Dans ce contexte la DGFiP est systématiquement l'administration la plus mise à contribution avec la suppression de plus de 30 000 emplois en 10 ans.

Dans cette même logique, la gestion des agents publics a été lourdement impactée par l'instauration du « guichet unique » (sous la double tutelle des ministères de la Fonction Publique et du Budget) qui a quasiment supprimé toutes les marges de manœuvre au sein des ministères.

Toute évolution en faveur des agents (qu'il s'agisse de promotions ou de revalorisations indemnitaires) est conditionnée à la maîtrise de la masse salariale accentuant encore le nombre des suppressions d'emploi.

Avec l'annonce du ministère de l'action et des comptes publics, un palier supplémentaire est franchi, puisque désormais le « guichet unique » dépend désormais d'un seul et même ministère.

Cette nouvelle chaîne de commandement ouvertement libérale n'augure rien de bon en matière d'emploi public (120.000 suppressions d'emploi au programme d'Emmanuel Macron, 500.000 pour Bruno Le Maire, 300.000 pour les candidats soutenus par Edouard Philippe et Gérald Darmanin).. Dès lors, le devenir des agents de la DGFiP s'annonce donc des plus incertains.

Les mêmes recettes conduisant inexorablement aux mêmes résultats, la CGT Finances Publiques alerte sur les choix qui vont être faits.

Politiquement reconnus par tous comme l'amortisseur essentiel des crises passées les services publics sont indispensables à l'amélioration de la vie des Français et à une transformation sociale que nous portons depuis des années.

Pour la CGT Finances publiques, le développement de l'emploi public, du statut des fonctionnaires et des moyens renforcés dans le contrôle des deniers publics comme dans la lutte contre la fraude participent à la construction d'une véritable alternative qui soit à la fois économique et sociale, face aux dégâts sans nombre du capitalisme en crise.

fichiers:

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Télécharger communique_apres_le_guichet_unique_rm.pdf(670.23 Ko)

Public: Infos / actions
Prélèvement à la source
Infos Confédérales

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank